

Document

Irlande : 81 milliards d'euros pour sauver ses banques. (31.03)

JDF – 30.03

Le pays veut «remettre d'aplomb» ses établissements financiers en les débarrassant de plus de 81 milliards d'actifs toxiques. Un plan qui prévoit la nationalisation de plusieurs d'entre eux.

«Nous avons un secteur bancaire en position très difficile depuis septembre 2008». Sur les ondes de la radio publique RTE, le ministre irlandais des Finances, Brian Lenihan annonce un plan de sauvetage massif sur le point de bouleverser le paysage financier irlandais. Son gouvernement s'apprête en effet à mener une réforme bancaire consistant à débarrasser le système de 81 milliards d'euros d'actifs toxiques d'après le Financial Times. L'information a été officiellement confirmée dans l'après-midi.

16 milliards d'euros avec une décote de 47%

Pour mener à bien ce projet, le gouvernement a créé la National Asset Management Agency (NAMA), une banque créée pour racheter leurs actifs pourris, essentiellement des prêts immobiliers risqués accumulés avant l'éclatement de la crise du crédit. Dans un premier temps, la NAMA achète 16 milliards d'euros de prêts avec une décote de 47%, un chiffre nettement supérieur aux 30% envisagés l'automne dernier. D'où la nécessité de voir l'Etat renforcer les fonds propres des banques irlandaises.

Le ministre des Finances, Brian Lenihan a d'ores et déjà annoncé que l'Etat irlandais allait recapitaliser la banque Anglo Irish Bank, qu'il a déjà nationalisée l'année dernière, à hauteur de 8,3 milliards d'euros.

Vague de nationalisation

Le gouvernement a également prévu d'aider Allied Irish Banks et Bank of Ireland à se recapitaliser, après avoir apporté à chacune des deux banques, 3,5 milliards d'euros. Il devrait devenir l'actionnaire majoritaire d'AIB avec 70 % du capital, et rester actionnaire minoritaire de BofI, avec 40% du capital. A la Bourse de Dublin, Allied Irish Banks a perdu 10,07% à 1,25 euros, et Bank of Ireland a cédé 9,40% à 1,25 euros.

Enfin, le gouvernement va également recapitaliser deux établissements de crédit mutualiste, l'Irish Nationwide et l'EBS, ce qui va conduire à leur nationalisation complète, a ajouté M. Lenihan.

D'après les analystes, les banques auraient besoin de 15 à 20 milliards d'euros en tout pour renforcer leurs fonds propres. La Banque centrale irlandaise a évalué les besoins d'AIB et de BofI à respectivement 7,4 milliards d'euros et 2,7 milliards d'euros. Les banques irlandaises pourraient lever une partie de cette somme elle-même, en procédant à des cessions d'actifs. En contrepartie, les règles du jeu vont devoir être modifiées. Les banques devront renforcer leurs ratio Tier Core 1 pour l'amener à 8%. «Nous devons remettre nos banques dans une situation où elles seront en mesure de se financer avec confiance sur les marchés internationaux», a précisé Brian Lenihan.

Les investisseurs craignent en effet la vague de nationalisation ou la hausse de participation de l'Etat dans les banques que laisse présager un tel plan. En effet, cette recapitalisation par le gouvernement devrait porter sa participation au capital de la banque (AIB) à plus de 70% contre les 16% actuellement. Celle dans sa concurrente Bank of Ireland (BofI) devrait passer à 40% contre 25% aujourd'hui. L'Etat avait déjà pris des participations après avoir renfloué leurs caisses de 3,5 milliards d'euros.

L'Irlande sous haute surveillance

Les marchés mondiaux gardent un œil attentif sur les réformes menées en Irlande. Le pays est en effet l'un des plus touché par la crise. En 2009, l'activité économique a encaissé une chute de 7,1% et le pays n'est toujours pas sorti de la récession. Le gouvernement garde ses espoirs de reprise pour le deuxième semestre de cette année.

D'après les analystes, si ce plan ambitieux dépasse les sommes initiales prévues par le gouvernement, cela pourrait avoir des répercussions sur la dette souveraine du pays. Tout comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, l'Irlande traverse des problèmes de dettes qui l'ont déjà poussé à un programme de restriction budgétaire en décembre dernier. A 11,7% du PIB, le déficit budgétaire est actuellement le plus important après celui de la Grèce qui s'élève à 12,7%.